

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Présidentielle 2023/PDG : "Être sur la même longueur d'onde"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

QUATRE mois après sa Déclaration de politique générale, le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a échangé hier avec les députés du Groupe parlementaire du Parti démocratique gabonais (PDG).

En présence des membres du gouvernement.

Cette rencontre est consécutive à l'audience sollicitée quelques jours auparavant par Martin Mabala ma Mboulou, président dudit groupe parlementaire à l'Assemblée nationale. D'entrée, l'élu du Moyen-Ogooué a remercié l'hôte du jour pour la diligence et la

promptitude dont il a fait montre. Non sans réitérer le souhait de ses collègues de voir de tels échanges se pérenniser. "Vous nous donnez l'occasion aujourd'hui d'échanger sur les problèmes spécifiques du député PDG et la conduite à tenir pour les élections générales à venir", a-t-il déclaré. Tout en reconnaissant "qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite", le président du Groupe parlementaire PDG soutient que le bilan de leur "Distingué camarade président" est loin d'être inexistant.

En réaction le chef du gouvernement a indiqué : "(...) Le gouvernement que je dirige devait s'atteler d'une part à accélérer le rythme d'exécution des travaux en cours, et d'autre part à impulser une dynamique dans l'exécution de nos missions, avec pour but principal la recherche des résultats". Aussi a-t-il précisé



Le Premier ministre s'adressant aux députés du PDG.

que son équipe a poursuivi les projets lancés dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) et parallèlement mis en œuvre les douze piliers contenus dans sa "Déclaration de politique générale".

"Nous avons mis un accent particulier sur la gestion des événements imprévus à fort caractère social", a souligné le "patron de l'Administration". Il en veut pour

preuve les avancées enregistrées, entre autres, dans les secteurs de la santé, des affaires sociales, des travaux routiers et de l'éducation depuis son accession à la Primature.

Cette rencontre entre le "chef de la majorité parlementaire" et les députés du PDG aura été une occasion pour le Premier ministre d'esquisser un bilan gouvernemental à mi-parcours.

Express

NOMINATIONS À LA SEEG : LES POLITIQUES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE S'EN MÉLENT !



Les récentes nominations des nouveaux dirigeants de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) continuent de susciter des réactions dans l'opinion. Hier, ce sont les états-majors de certains partis politiques qui ont pris le relais de la critique et de la dénonciation de la nomination du nouveau directeur général de ladite entreprise publique, Ousmane Cissé. C'est notamment le cas du parti de l'opposition "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (REAGIR) qui, dans une déclaration à la presse lue par son secrétaire exécutif, Jean Valentin Leyama, a dénoncé une mesure qui "va à l'encontre du patriotisme économique et administratif(...)". Et d'interpeller : "Pour cela, REAGIR dont le projet politique est l'appropriation du Gabon par les Gabonais, exige du gouvernement et du Conseil d'administration de la SEEG de reconsidérer cette décision et se réserve le droit d'intenter des actions multiformes pour y parvenir". A noter que peu avant ce parti politique, c'est la plateforme civile "Copil Citoyen du Gabon" qui a interpellé le ministre de l'Energie dans le même sens.

MUNICIPALES 2023 : ALEXANDRE-DÉSIRÉ TAPOYO CANDIDAT À LA MAIRIE DE LIBREVILLE



BIEN que la date des prochaines élections municipales ne soit pas encore rendue publique, certains acteurs politiques dévoilent leurs ambitions. C'est le cas notamment du président du Mouvement des réformateurs (Moref), Alexandre-Désiré Tapoyo, qui, samedi dernier à Diba-Diba, lors d'un point presse, a clairement indiqué son ambition d'aller à la conquête de l'Hôtel de Ville de la capitale gabonaise. "Devenir le maire de Libreville est désormais ma principale ambition, mon principal combat", a-t-il clamé. Pour ce faire, a-t-il précisé, il conduira la liste de sa formation politique dans le 1er arrondissement tout en investissant d'autres dans les cinq autres. Tout ceci, a-t-il précisé, sur "la base d'un projet méticuleux et bien pensé, susceptible de permettre à Libreville de retrouver ses lettres de noblesse...". Selon lui, "la fonction de maire de Libreville a été dépouillée de toute sa substance". Avant de procéder, dans la foulée, à l'installation du communal de Libreville et des secrétaires des 1er 5e et 6e arrondissements.

O. N. & Y.F.I

Révision de la liste électorale : le CSAIG condamne et suspend le conseiller Zoumano Ibrahim

ENA
Libreville/Gabon

LA confusion jetée dans les esprits par la déclaration de Zoumano Ibrahim, conseiller du Raïs de la communauté musulmane du Gabon, a suscité une réaction proportionnelle du Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG). Ce dernier ayant invité sur les réseaux sociaux les musulmans du Gabon à s'enrôler massivement sur les listes électorales dans le but "de voter pour notre frère Ali Bongo Ondimba, notre candidat, le Raïs de notre communauté".

Toute chose qui contrarie les principes d'un État laïc comme le Gabon où la séparation entre les affaires religieuses et l'État est un facteur d'unité devant être préservé. Le CSAIG, au cours de sa réunion tenue hier, a fermement condamné cette sortie, estimant qu'il a outrepassé ses devoirs et obligations dans le cadre de ses fonctions religieuses. Celui-ci a d'ailleurs été suspendu de ses fonc-



Le conseiller spécial du Raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, livrant la déclaration du CSAIG hier.

tions jusqu'à nouvel ordre.

"Nous condamnons fermement l'appel du conseiller Zoumano Ibrahim. (...) Cette déclaration, en plus de créer une confusion dommageable en matière électorale entre les Gabonais musulmans seuls aptes à voter et les musulmans vivant au Gabon non nationaux et donc dépourvus du droit de vote, s'apparente à une tentative d'influencer les choix politiques des musulmans gabonais et va à l'encontre des principes de neutralité et de liberté de conscience qui sont essentiels pour une société démocratique et laïque comme la nôtre", a martelé le conseiller spécial du Raïs, Ali Akbar Onanga Y'Obegue.

Pour le CSAIG, "les citoyens (musulmans ou non) sont invités à voter en fonction de leurs convictions politiques et de leurs valeurs, et non en fonction de leur religion". Il devait également à l'occasion "condamner toute tentative d'instrumentation de la religion à des fins politiques".

La réponse du président du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, à la déclaration de M. Zoumano Ibrahim a aussi été vigoureusement condamnée. Avant d'inviter nos compatriotes à poursuivre les musulmans dans les bureaux de vote, tout en appelant les Gabonais d'autres confessions religieuses à voter en fonction de leurs religions.